



République Islamique de Mauritanie

Honneur –Fraternité – Justice

Ministère des Finances

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2023



Table des matières

Introduction :	3
I- Situation économique internationale	5
I.1.Croissance économique mondiale	5
I.2.Inflation	7
I.3.Commerce mondial	7
II. Situation économique nationale récente	7
II.1. Croissance économique	7
II.2. Inflation	10
II.3. Secteur Extérieur	10
II.4. Dette publique	11
II.4.1. Situation de la dette publique au 31/12/2021 :	11
II.4.2. Dette extérieure	11
II.4.3. Caractéristiques du portefeuille de la dette publique	13
III. Mise en œuvre et perspectives de la SCAPP	14
III.1. Bilan du 1^{er} plan d'action (2016-2020)	14
III.2 Perspectives du 2^{ème} plan d'action (2021-2025)	17
VI. Finances Publiques	19
VI.1. Situation financière en 2021	19
VI.1.1. Ressources	20
VI.1.2. Dépenses :	21
VI.2. Evolution de la situation en 2022	23
VI.2.1. Recettes	23
VI.2.2. Dépenses	25
VI.2.3. Solde global	27
V. Perspectives économiques et financières 2023	28
V.1. Orientations de la politique budgétaire	28
V.2. Grandes masses du projet de budget 2023	30
V.2.1. Principales composantes des recettes :	30
V.2.2. Principales composantes des dépenses	31
V.2.3. Solde budgétaire	34
Annexes	35

Principaux indicateurs économiques et financiers 2022-2023	35
Equilibre Budgétaire	37
Ressources budgétaire	39
Dépenses budgétaires	40

Liste des Figures

Figure 1: croissance mondiale	5
Figure 2: Croissance par région.....	6
Figure 3 : croissance réelle 2018-2023	8
Figure 4 : contributions des secteurs dans le PIB 2021-2023	9
Figure 5 : poids des secteurs dans le PIB 2023	9
Figure 6 : Encours de la dette par devise	11
Figure 7: dette extérieure par type de créancier	11
Figure 8: Profil de la croissance sur les 30 dernières années	15
Figure 9: Répartition du PIB	15
Figure 10: Création de la valeur ajoutée	16
Figure 11: Solde de la balance commerciale.....	16
Figure 12: 10 premiers produits exportés et leur part dans les exportations.....	17
Figure 13: 10 premiers produits importés et leur part dans les importations.....	17
Figure 14: objectifs cibles combinés	19
Figure 15: récapitulatif de l'exécution du budget 2021	20
Figure 16: réalisation des ressources du budget de l'Etat 2021	21
Figure 17: Ressource du budget de l'Etat 2021 en milliards MRU	21
Figure 18: Situation de l'exécution des dépenses 2021 en milliards MRU	22
Figure 19: dépense du budget de l'Etat	22
Figure 20: dépense de fonctionnement.....	23
Figure 21: Résultat global de l'exécution du budget 2021.....	23
Figure 22: Exécution des recettes fin août 2022	24
Figure 23: exécution des dépenses 2022	25
Figure 24: évolution ProPEP par axe	27
Figure 25: Evolution par département.....	27
Figure 26: Solde budgétaire Août 2022	28
Figure 27: Répartition des recettes en 2023	30
Figure 28: Répartition des recettes fiscales.....	31
Figure 29: Répartition des dépenses en 2023	32
Figure 30: Dépenses de fonctionnement 2023	33
Figure 31: Répartition des dépenses d'investissements	33
Figure 32: Solde budgétaire globale 2023.....	34

Introduction :

La Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) (extrait de l'article 42) **dispose que :**

“ Le projet de loi de finances de l'année est accompagné d'un rapport économique et financier présentant la situation de l'année écoulée ainsi que les perspectives économiques et financières de l'Etat avec une synthèse de la mise en œuvre de la politique nationale de développement du pays. ”

Après une forte reprise en 2021 à la faveur du recul de la pandémie Covid-19 et de la levée des mesures barrières, la crise en Ukraine vient enfoncer l'économie mondiale dans une crise sans précédent caractérisée par des hausses historiques et généralisées des prix obligeant les banques centrales à abandonner les politiques de soutien à la croissance sur fond des risques de stagflation.

La crise affecte déjà les perspectives à court terme, exacerbe la hausse des prix du pétrole et du gaz, des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles mais aussi perturbe les chaînes d'approvisionnement. L'économie mondiale pourrait s'enliser dans un cycle prolongé de croissance faible et d'inflation élevée.

Des épisodes de plus en plus sombres en 2022 font que les risques commencent à se matérialiser. La production mondiale s'est contractée au deuxième trimestre de cette année, du fait de ralentissement de l'activité en Chine et en Russie tandis qu'aux États-Unis, les dépenses des ménages étaient inférieures aux attentes. Plusieurs chocs ont frappé une économie mondiale déjà fragilisée par la pandémie : une inflation plus forte que prévu dans le monde entier, en particulier aux États-Unis et dans les pays européens les plus importants économiquement, qui a provoqué un durcissement des conditions de financement ; un ralentissement plus prononcé qu'attendu en Chine des suites de flambées de COVID-19 et de confinements ; enfin de nouvelles répercussions négatives de la crise en Ukraine.

Au niveau national, l'année 2023 connaîtrait une croissance de l'économie de 4,7% contre 5,9% en 2022. Ce ralentissement est, pour l'essentiel, dû aux effets récessifs des différents

facteurs qui assombrissent les perspectives de croissance mondiale. Par ailleurs, le pouvoir d'achat est érodé par la hausse des prix qui freine la demande intérieure, malgré une croissance du produit intérieur brut en valeur de 7% en 2023 contre 4,5% en 2022.

Dans ce contexte, le projet de budget 2023 s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement. A cet égard, les principales orientations retenues sont axées sur les directives suivantes :

- Préserver les équilibres macro-économiques ;
- Poursuivre la mise en œuvre des programmes sociaux et de promotion de l'emploi ;
- Créer un espace budgétaire et l'orienter vers les secteurs et les domaines à fort impact social et économique ;
- Soutenir la poursuite de la reprise de l'activité économique à travers les investissements dans les infrastructures de soutien à la croissance et les secteurs à fort potentiel en matière de valeur ajoutée et de création d'emplois ;
- Renforcer la mobilisation des ressources pour financer les politiques publiques engagées ;
- Elaborer les propositions budgétaires selon les priorités fixées et la rationalisation des dépenses de fonctionnement (baisse de leur poids dans les dépenses totales) ;
- Accorder la priorité au développement du capital humain et des services de base, conformément au Programme présidentiel et à la SCAPP ;
- Maîtriser la situation de l'endettement public.

I- Situation économique internationale

I.1.Croissance économique mondiale

Le FMI, dans son rapport sur les perspectives d'octobre 2022, table sur un ralentissement de la croissance mondiale à 3,2 % en 2022 et à 2,7 en 2023, après une reprise à 6,0% en 2021 soit 0,2 point de moins en 2023, que ce qui était envisagé en juillet 2022.

Figure 1: croissance mondiale



L'économie des pays avancés d'Europe est lourdement frappée par la crise en Ukraine et les sanctions contre la Russie entraînant la hausse des cours mondiaux de l'énergie et les problèmes de sécurité énergétique. Cette situation se traduit par une baisse de la production. La croissance du PIB de la zone euro en 2022 a été revue à 3,1 % contre 2,6 dans les perspectives de juillet et à 0,5% contre 1,2% en 2023 avec des plus fortes diminutions pour les pays comme l'Allemagne et l'Italie, qui dépendent en grande partie des importations d'énergie provenant de la Russie.

Les pays émergents et les pays en développement d'Europe, y compris la Russie et l'Ukraine, connaîtront une stabilisation de leur PIB 0,0% contre un repli d'environ 1,4 % en 2022 annoncé en juillet, puis une faible hausse de 0,6 % en 2023. Cette contraction est due à la hausse des prix de l'énergie et aux perturbations des échanges, en particulier pour les États

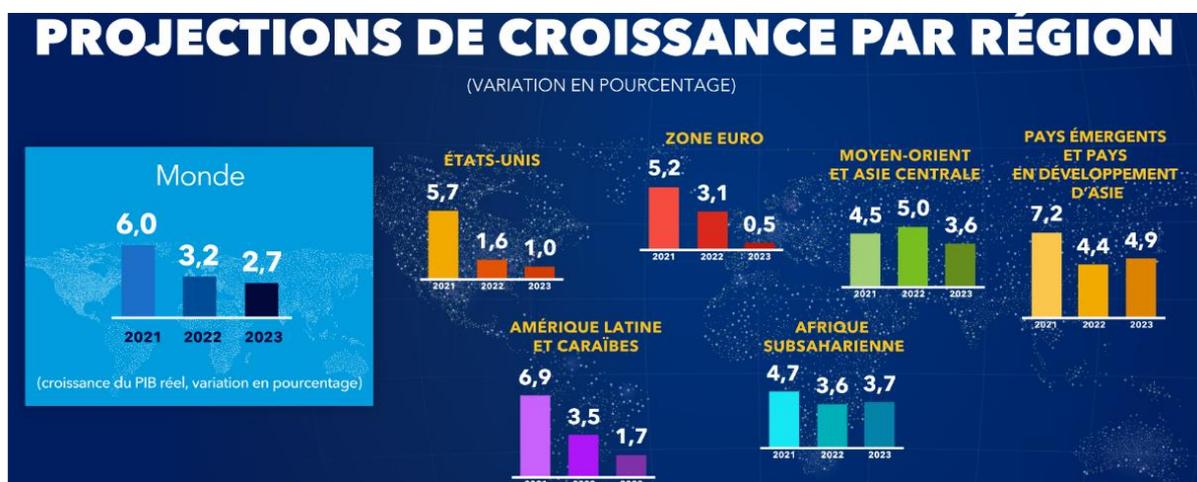
baltes, dont la demande extérieure diminuera parallèlement à la contraction de l'économie russe.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB pour 2022 est révisée à la baisse à 3,6% et à 0,3% en 2023 en raison de la faible consommation liée à l'accélération de l'inflation qui érode le revenu réel disponible, tandis que le resserrement des conditions de financement devrait affaiblir le volume des investissements.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les conséquences du resserrement des conditions de financement mondiales, la hausse des prix, les perturbations des échanges auront des effets récessifs sur la demande et l'activité d'une manière générale, en particulier pour les pays importateurs de pétrole. La croissance de ce groupe de pays devrait atteindre 5,0% en 2022 et 3,6% en 2023 après une croissance de 4,5% enregistrée en 2021 selon les nouvelles perspectives contre 5,8% dans les perspectives de juillet. La croissance du PIB de l'Arabie saoudite a été révisée à la hausse de 2,8 points de pourcentage à 7,6% en 2022 en raison de l'augmentation de la production du pétrole (accord OPEP), et de la hausse des cours des combustibles fossiles, avant de ralentir à 3,7% en 2023.

L'activité économique en Afrique subsaharienne est aussi marquée par les effets négatifs de la crise et de la hausse des prix des denrées alimentaires mais aussi par les troubles sociaux et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest. La hausse des cours du pétrole a toutefois amélioré les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigéria. Globalement, la croissance en Afrique subsaharienne devrait reculer à 3,6 % en 2022 et à 3,7% en 2023.

Figure 2: Croissance par région



I.2. Inflation

Sur le plan de l'inflation, la crise en Ukraine a entraîné des hausses de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse sur les prix. Selon les perspectives de l'économie mondiale, l'inflation devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022 et respectivement 3,3% et 7,3% en 2023.

L'inflation a atteint 8,6% sur un an en juin après 8,1% en mai dans la zone Euro, un niveau jamais connue depuis l'instauration de la monnaie unique et largement supérieur à l'objectif de la BCE, fixé à 2 %.

Ainsi, Selon les prévisions, l'inflation mondiale bondira de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024.

I.3. Commerce mondial

Le commerce mondial devrait marquer le pas au deuxième semestre de 2022 et rester en demi-teinte en 2023 dans une économie mondiale grevée par de multiples chocs. Les économistes de l'OMC tablent actuellement sur une croissance du volume du commerce mondial des marchandises de 3,5% en 2022 soit légèrement supérieure à la hausse de 3,0% prévue en avril. Pour 2023, cependant, ils prévoient une augmentation de 1,0% chiffre en forte baisse par rapport à l'estimation précédente de 3,4%.

II. Situation économique nationale récente

II.1. Croissance économique

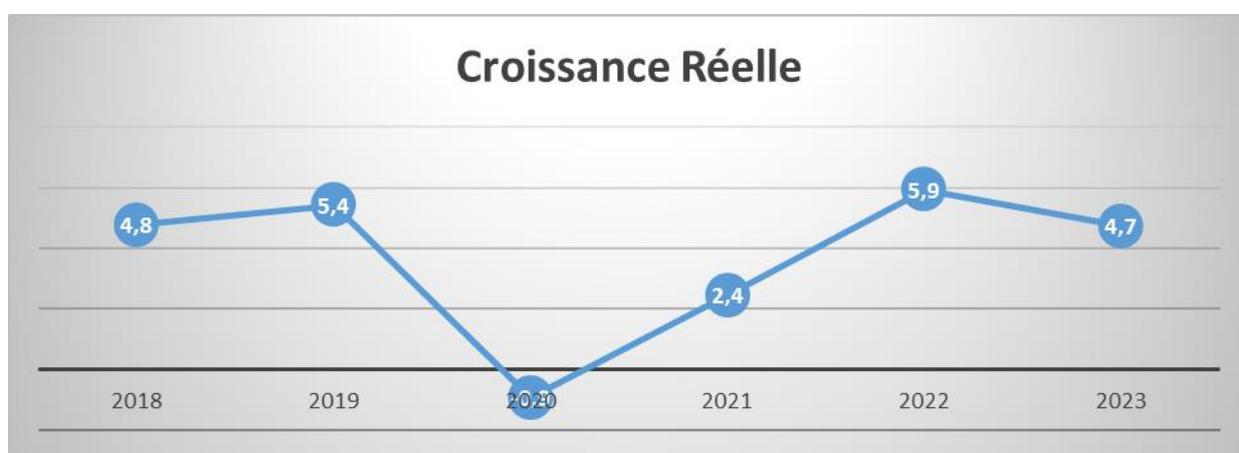
En 2021, l'économie mauritanienne a renoué avec la croissance après avoir subi une contraction en 2020, suite aux mesures généralisées de confinement liées à la pandémie de Covid-19.

Avec l'allègement des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, le PIB réel a progressé de 2,4% contre un recul de 0,9% en 2020. La croissance économique en 2021 a été tirée, principalement, par le secteur tertiaire dont la croissance en terme réel a atteint 10,2% contre une contraction de 0,5% en 2020. A l'inverse, la production du secteur secondaire s'est contractée de 8,2% en 2021 contre une progression de 2,4% en 2020, en raison du recul de la

production de l'Or et du Cuivre. De même, l'activité réelle du secteur primaire a connu une baisse de 3,8% en 2021 sous l'effet de la contraction du secteur de la pêche.

En 2022 et malgré les conditions internationales, la croissance de l'économie nationale se consoliderait davantage avec un taux de croissance estimé de 5,9% tiré essentiellement par le secteur secondaire dont la croissance réelle devrait atteindre 10,8% contre une constatation de 8,2% en 2021. Le secteur primaire enregistre lui aussi une croissance réelle de 7,5% contre une contraction de 3,8% en 2021. En 2022, le secteur tertiaire connaîtra une progression moins importante 2,2% contre 10,2% enregistré en 2021.

Figure 3 : croissance réelle 2018-2023

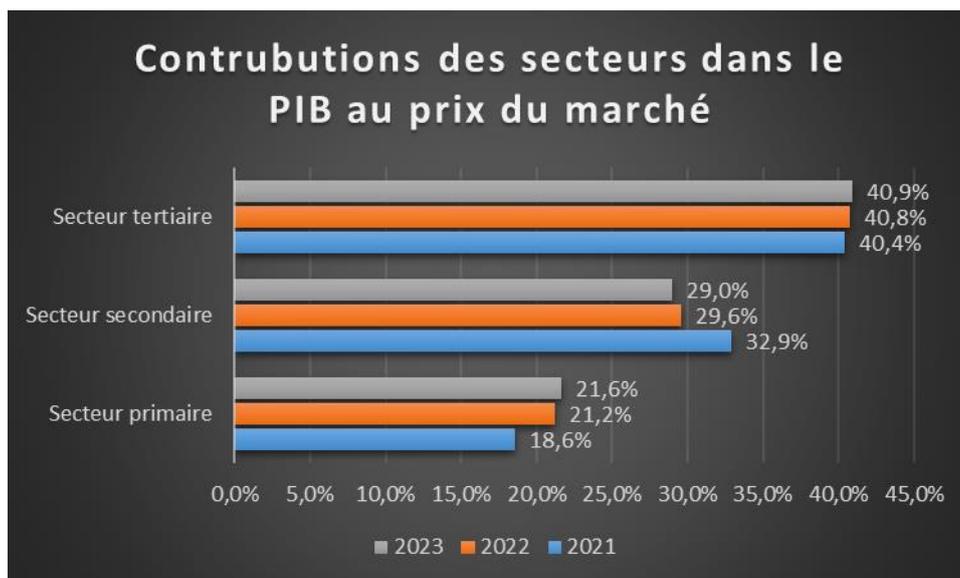


En 2023, l'économie nationale connaîtrait une croissance réelle de 4,7% contre 5,9% en 2022. Ce ralentissement est, pour l'essentiel, dû aux effets récessifs des différents facteurs qui assombrissent les perspectives de croissance mondiale

La résilience de l'économie mauritanienne reposera essentiellement sur la forte augmentation de la production des industries extractives, en particulier la production de l'or de Tasiast prévue à 525 mille onces contre 170 mille onces en 2021, et sur la dynamique du secteur primaire notamment l'agriculture et l'élevage.

Les activités agricoles et de l'élevage devraient connaître une croissance soutenue, compte tenu du niveau de la pluviométrie enregistrée et des mesures prises par le Gouvernement, dont notamment la disponibilisation des intrants pour la campagne hivernale et des aliments de bétails.

Figure 4 : contributions des secteurs dans le PIB 2021-2023

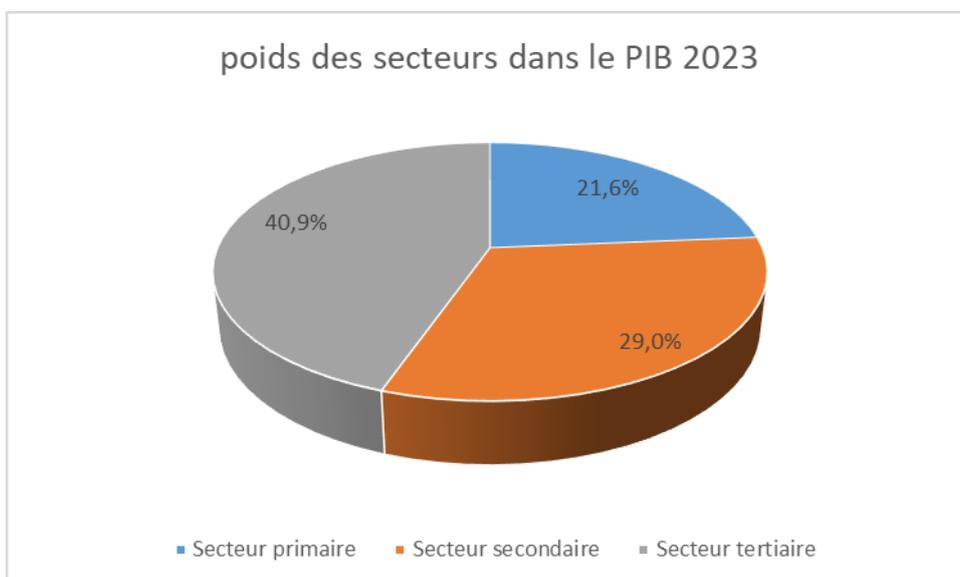


Le PIB du secteur primaire devrait enregistrer une croissance de 6,3% en 2023 pour s'établir à 87 216 millions ouguiya MRU, tiré essentiellement par l'agriculture qui devrait enregistrer un taux de croissance réel de 9,3%.

Le PIB du secteur secondaire afficherait une croissance de 7,3% pour se situer à 116 918 millions ouguiya MRU, tiré particulièrement par les industries extractives qui connaîtraient un taux de croissance réel de 9,4%.

Pour ce qui est particulièrement du secteur tertiaire, le PIB atteindrait 164 834 millions MRU, soit une croissance de 2,8%, porté par le secteur des transports et les autres services avec une croissance réelle de 7% et 5,5% respectivement.

Figure 5 : poids des secteurs dans le PIB 2023



II.2. Inflation

En 2021, l'inflation mesurée par l'indice national des prix à la consommation a connu une tendance à la hausse en s'établissant à 3,6% en moyenne annuelle contre 2,4% en 2020. En glissement annuel, la hausse des prix a connu un pic à 5,7% au terme de 2021 contre 1,8% en 2020. Cette évolution à la hausse des prix à la consommation tient principalement à une nette augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 8,9%.

Elle a atteint 11,1%, en glissement annuel, en août 2022 contre 6% en janvier, soutenue essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires et des transports. Elle devrait se situer autour de 10% en fin d'année 2022, puis 8% en 2023.

II.3. Secteur Extérieur

L'année 2021 a été marquée par une conjoncture économique internationale caractérisée par la flambée des prix internationaux des produits de base, notamment le fer, les produits alimentaires et le pétrole. Dans ce contexte, la balance commerciale s'est détériorée en raison principalement de la forte accélération du rythme d'augmentation des importations par rapport à celui des exportations. Ainsi, le déficit courant s'est creusé pour s'établir à 8,1% du PIB contre 6,9% en 2020. Il va se creuser davantage en 2022 pour se situer à 16,5% du PIB avant de s'améliorer en 2023 pour atteindre 9,5% du PIB.

En 2021, le compte des opérations de capital et d'opérations financières a continué d'afficher des excédents provenant principalement des flux nets des Investissements Directs Etrangers (IDE) réalisés dans le secteur extractif et de l'allègement obtenu exceptionnellement dans le cadre du traitement de la dette koweïtienne. Les excédents réalisés en 2021 connaîtront une trajectoire baissière suite aux prévisions des IDE qui passeront de 1 062 millions de dollars en 2021 à 856 et 451 millions de dollars respectivement pour 2022 et 2023.

Les réserves officielles de change ont atteint à fin décembre 2021 USD 2347,5 millions grâce, entre autres, à la monétisation de l'or acheté auprès des orpailleurs. En termes de couverture en nombre de mois d'importation, le niveau de réserve s'est amélioré pour couvrir 7,3 mois d'importation contre 6,7 en 2020.

Le niveau de réserve connaîtrait une diminution considérable pour se situer à 1 585 USD millions et 1 561 USD millions respectivement en 2022 et 2023 soit 5,1 en termes des mois d'importation du fait des politiques mener par la BCM.

II.4. Dette publique

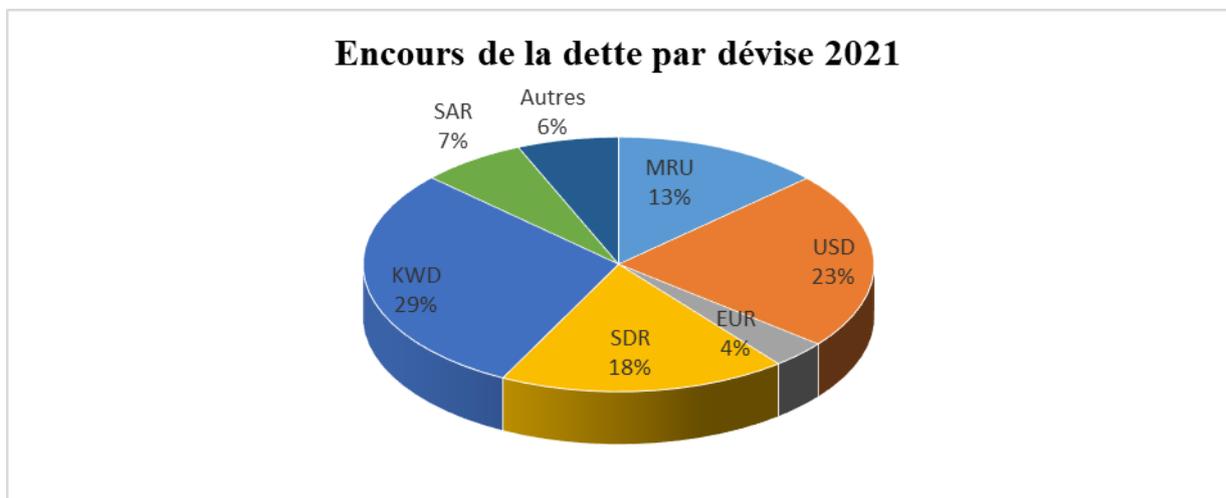
II.4.1. Situation de la dette publique au 31/12/2021 :

L'encours de la dette publique s'est accru en valeur nominale passant de 3614 Millions USD en 2018 à 4 496.5 millions USD au 31/12/2021.

La dette extérieure libellée en devise représente la principale composante de la dette publique. Elle est arrêtée au 31/12/2021 à 3886,5 millions USD, soit 86,4 %. La part de la dette intérieure libellée en monnaie locale se chiffre à 610 millions de USD, soit 13,6% du portefeuille de la dette publique.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) est de 47,0% au 31 décembre 2021.

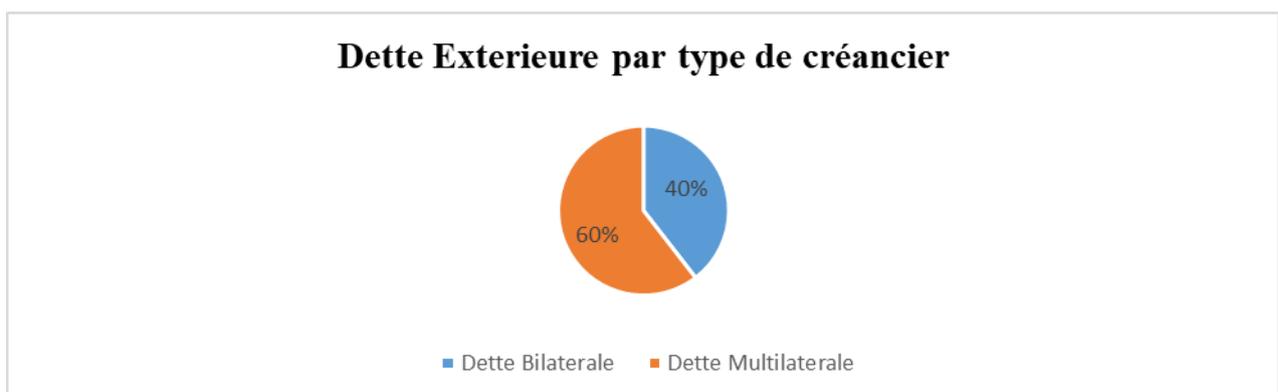
Figure 6 : Encours de la dette par devise



II.4.2. Dette extérieure

A fin décembre 2021, la dette extérieure reste majoritairement due aux créanciers multilatéraux (60%) contre 40% pour les bilatéraux.

Figure 7: dette extérieure par type de créancier



Selon les prévisions, l'encours de la dette devraient diminuer en 2022 et 2023 en raison de la tombée des échéances reportées dans le cadre de l'initiative de suspension de la dette et des échéances normales.

Encours par bailleur

Bailleur	Prév/Encours fin 2022 en MRU	Prév/Encours fin 2023 en MRU
FSD	21 281 003 323,02	20 453 247 713,17
KSA	1 681 370 526,70	1 587 961 053,40
EXIM CHINE	10 825 640 729,86	9 290 544 265,43
FADEA	973 831 287,05	936 524 087,66
ICO	500 398 536,60	312 155 901,14
AFD	3 117 396 207,88	2 786 189 690,08
FRANCE	157 259 165,07	145 706 014,84
EXIM BANK		
INDE	4 025 640 492,77	3 622 746 423,64
IRAQ	1 526 050 016,00	1 449 747 515,20
FKDEA	6 135 306 626,43	5 620 131 639,35
KIA	2 995 669 272,00	2 829 243 201,33
LIBYE	692 392 257,16	415 435 354,30
BAD	261 431 560,34	225 661 821,28
BEI	180 653 939,64	130 760 801,78
BID	12 062 656 041,58	11 103 627 618,76
FAD	3 667 770 601,82	3 579 749 808,44
FADES	39 961 738 453,67	37 584 002 749,16
FIDA	1 866 530 943,08	1 764 485 383,47
FMA	32 606 478,93	0,00
IDA	14 998 541 995,86	14 589 049 267,64
OPEP	1 171 689 289,51	1 036 491 528,73
KFW	89 103 305,74	83 103 793,30
BCM-FMI	863 941 265,77	863 941 265,77
BCM	15 518 709 691,92	15 518 709 691,92

TOTAL	144 587 332 008,40	135 929 216 589,78
--------------	---------------------------	---------------------------

II.4.3. Caractéristiques du portefeuille de la dette publique

Les résultats de l'analyse du portefeuille de la dette en coût et risque montrent que les indicateurs de coût du portefeuille faisant référence au taux moyen de la dette, au risque de taux d'intérêt restent favorables pour la dette extérieure en raison du volume de la dette concessionnelle. Le taux moyen pondéré est en effet ressorti à 1,8% et le taux d'endettement en valeur nominale et en valeur actualisée par rapport au PIB est respectivement de 47,0% et 36,3%.

INDICATEURS DE COÛTS ET DE RISQUES DE LA DETTE EXISTANTE À FIN 2021

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en millions de MRU)		146 559,7	23 001,5	169 561,2
Montant (en millions d'USD)		3 886,5	610,0	4 496,5
Dette nominale en pourcentage du PIB		40,7	6,3	47,0
VA en pourcentage du PIB		30,2	6,1	36,3
Le coût de la dette	Païement des intérêts en pourcentage du PIB	0,7	0,3	1,0
	Moyenne pondérée RI (pourcentage)	1,8	4,1	2,1
Risque de refinancement	ATM (années)	9,1	14,2	9,8
	Dette arrivant à échéance dans 1 an (pourcentage du total)	6,1	29,8	9,3
	Dette arrivant à échéance dans 1 an (pourcentage du PIB)	2,4	1,8	4,2
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	9,1	14,2	9,8
	Refixassions de la dette en	6,1	29,8	9,3

	1 an (pourcentage du total)			
	Dette à taux fixe, y compris bons du Trésor (pourcentage du total)	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor (pourcentage du total)	0,0	29,8	4,0
Risque de change	Dette en devises (pourcentage de la dette totale)			86,4
	Dette ST FX (pourcentage des réserves)			13,7

III. Mise en œuvre et perspectives de la SCAPP

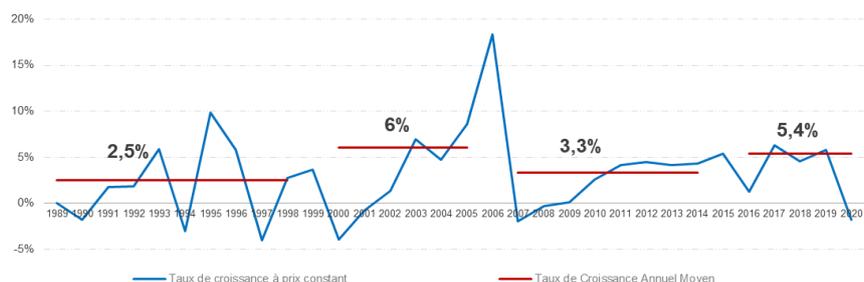
III.1. Bilan du 1^{er} plan d'action (2016-2020)

Depuis l'année 2016, l'action publique de développement en Mauritanie est encadrée par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP). Couvrant la période 2016-2030, ce cadre de référence de la planification du développement économique, social et environnemental du pays intègre l'Agenda 2030 et ses Objectifs du Développement Durable (ODD). De plus, la SCAPP a fait l'objet d'une loi d'orientation qui permet de l'ériger en cadre de référence pour les interventions de développement conduites par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (PTF).

La vision d'avenir, intitulée « La Mauritanie que nous voulons en 2030 », vise à réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable, en vue de satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens et de leur assurer un mieux-être.

Au niveau historique, sur les trente dernières années, la Mauritanie a enregistré un taux de croissance annuel moyen (TCAM) autour de 5%.

Figure 8: Profil de la croissance sur les 30 dernières années



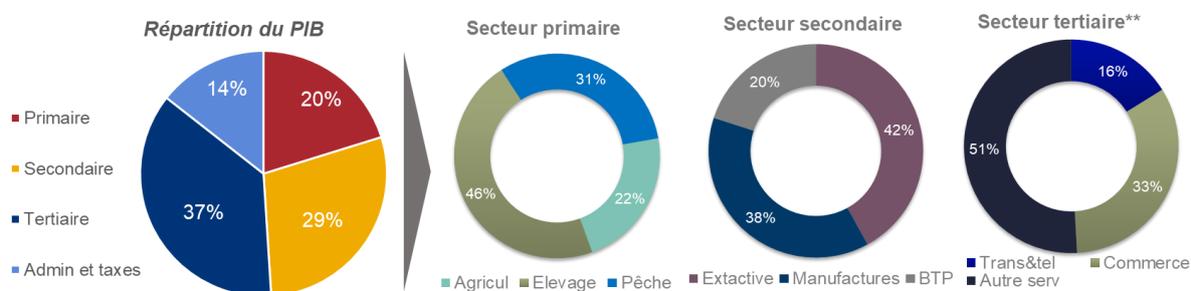
Quatre principales périodes de croissance ont été identifiées:

- 1990-1999: TCAM 2,5%
- 2000-2005: TCAM 6%
- 2006-2015: TCAM 3,3%
- 2016-2019: TCAM 5,4%

En intégrant l'année 2020 dans les calculs dont la croissance a été fortement impactée par la pandémie, le niveau de croissance moyen sur la période 2016-2020 devrait se situer en moyenne autour de 3,8%.

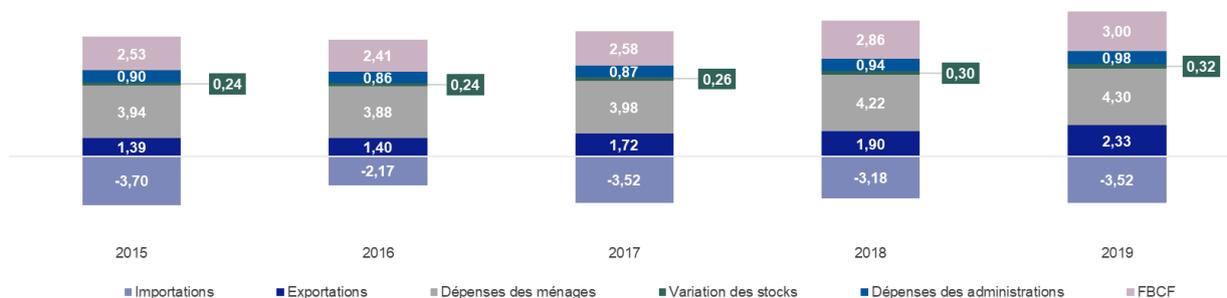
L'analyse de la répartition du PIB montre que l'essentiel de la valeur ajoutée créée a été réalisé par le secteur tertiaire. Au niveau du secteur primaire, celui-ci est dominé par l'élevage alors que le secteur secondaire par les industries extractives. Par ailleurs, plus du tiers de la valeur ajoutée créée par le secteur tertiaire (hors administration et taxes) est réalisé par les activités commerciales.

Figure 9: Répartition du PIB



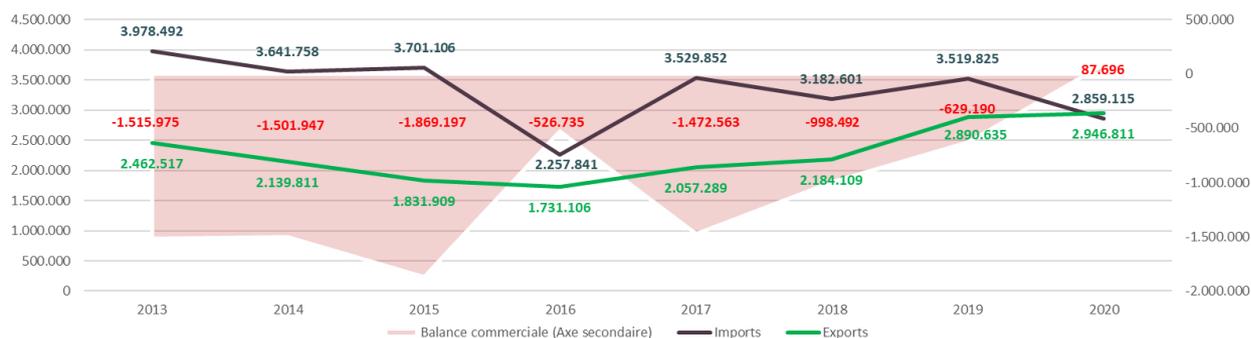
S'agissant des sources de la croissance, l'essentiel de la valeur ajoutée créée est soutenu par la consommation des ménages suivie par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF).

Figure 10: Création de la valeur ajoutée



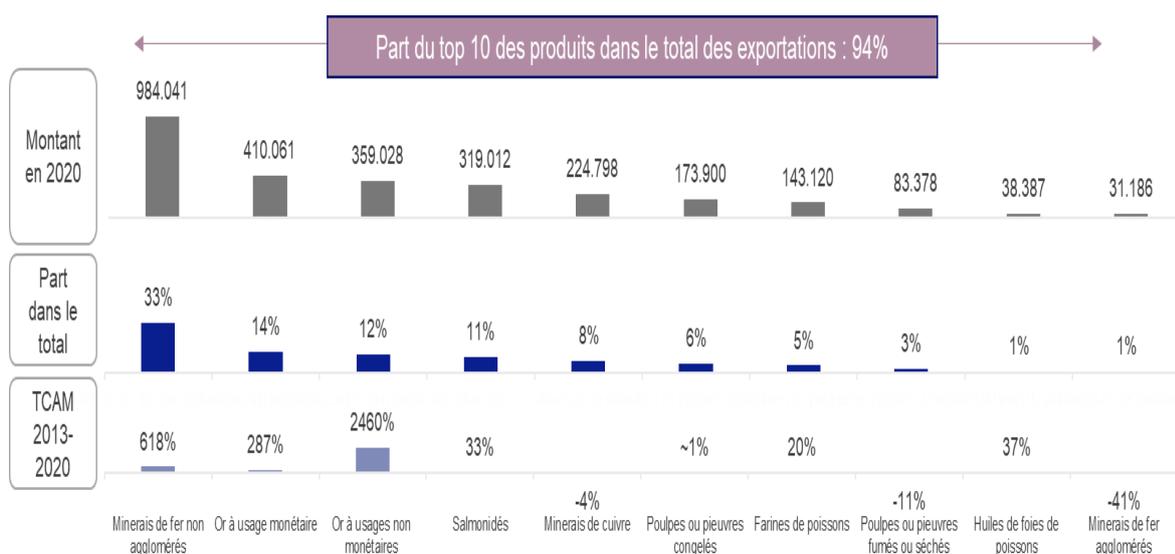
Pour ce qui est du commerce extérieur, la balance commerciale mauritanienne est historiquement déficitaire avant de renouer avec un excédent commercial en 2020.

Figure 11: Solde de la balance commerciale



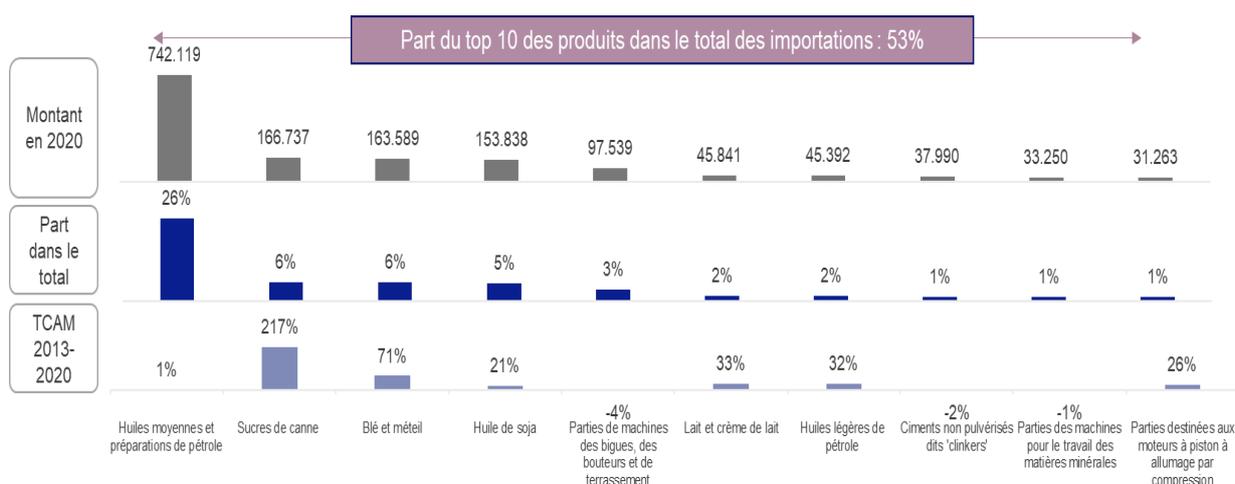
Dans ce cadre, les exportations mauritaniennes sont concentrées autour des matières premières en particulier les minerais de fer (un tiers des exportations en 2020), l'or (un quart des exportations en 2020) et dans une moindre mesure les autres minerais et produits de la mer.

Figure 12: 10 premiers produits exportés et leur part dans les exportations



S'agissant des importations, celles-ci sont assez diversifiées et émanent de tous les secteurs.

Figure 13: 10 premiers produits importés et leur part dans les importations



III.2 Perspectives du 2^{ème} plan d'action (2021-2025)

Après un plan quinquennal qui a couvert la période 2016-2020, un second Plan d'action a été élaboré pour la période 2021-2025. Il est attendu, selon les ambitions initiales pour le second quinquennat de cette stratégie, que l'économie soit plus diversifiée et plus compétitive, avec un taux de croissance significatif capable d'absorber les déficits sociaux et d'inscrire la Mauritanie dans une trajectoire de développement durable. Pour y parvenir, trois leviers convergents constituent les objectifs stratégiques retenus pour assurer cette croissance, à même de réaliser une prospérité profitable à tous.

- **Le levier stratégique n°1** : a pour objectif de promouvoir une croissance forte, durable et inclusive à travers la mise en place des conditions nécessaires pour une transformation structurelle de l'économie et de la société qui favorise i) l'émergence et le renforcement de secteurs créateurs de richesses et d'emplois à même d'assurer l'inclusion sociale et de satisfaire la demande interne, notamment à travers l'initiative privée et l'innovation, ii) le développement durable et la protection de l'environnement et iii) la mise en place des infrastructures nécessaires à la croissance.
- **Le levier stratégique n°2** a pour objectif de promouvoir le développement d'un capital humain à même de faciliter la croissance économique et d'en tirer le meilleur profit à travers i) le relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle, ii) l'amélioration des conditions d'accès aux services de santé, et iii) la promotion de l'emploi, de la jeunesse, de la culture, et de la résilience des couches les plus vulnérables.
- **Le levier stratégique n°3** vise à renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions notamment à travers i) la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie, ii) la cohésion sociale et l'équité, la sécurité et le respect des droits humains, ainsi que iii) l'efficacité de la gestion économique et financière et la capture du dividende démographique.

Il est important de souligner que ce second Plan d'action arrive dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid 19 ainsi que la flambée des prix engendrés par la crise en Ukraine.

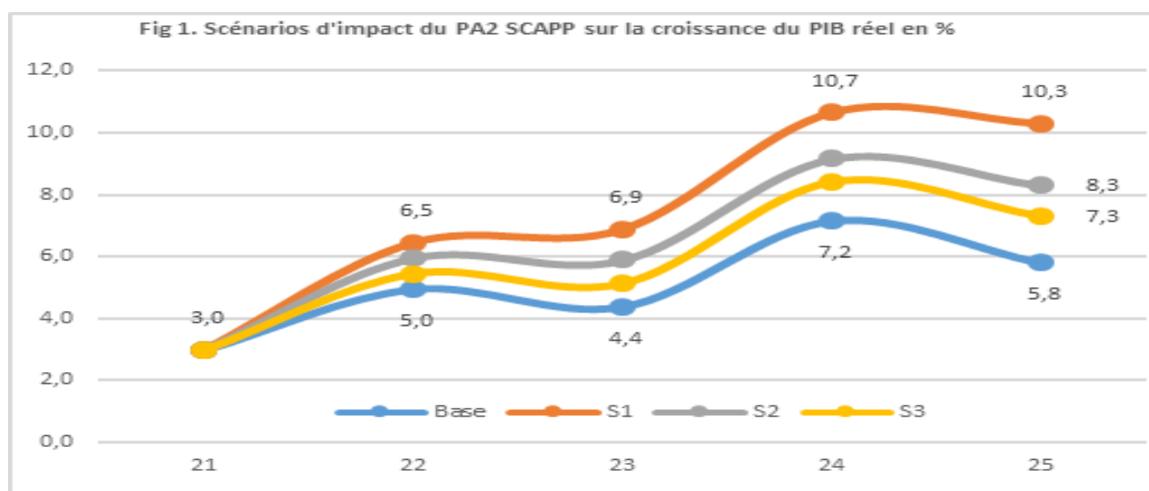
En termes de perspectives, les analyses sectorielles, opérées dans le cadre de l'élaboration du PA2 SCAPP, confirment l'existence d'un potentiel de croissance important dans certains secteurs de l'économie mauritanienne. La transformation de ce potentiel en croissance réelle dépendrait principalement de deux paramètres : La capacité d'opérer une implémentation efficace du PA2 SCAPP ainsi que des différentes stratégies sectorielles et la volonté effective d'amorcer une transformation structurelle de l'économie mauritanienne.

En fonction de ces objectifs et des perspectives des conjonctures internationale et nationale, plusieurs sentiers de croissance de l'économie mauritanienne peuvent être explorés. Il a été choisi d'explorer l'impact de trois sentiers possibles de croissance qui combinent entre les objectifs cibles de croissance et les objectifs cibles de transformation structurelle de l'économie mauritanienne.

Il s'agit des objectifs cibles combinés suivants :

1. La réalisation d'une croissance incrémentée moyenne de **3 points du PIB en plus** de la croissance de base projetée par le FMI combinée à la génération de **60% du PIB additionnel par de nouvelles activités industrielles** créatrices de plus de valeur ajoutée locale et destinées en forte proportion à l'exportation ;
2. La réalisation d'une croissance incrémentée moyenne de **2,6 points du PIB en plus** de la croissance de base projetée par le FMI combinée à la génération de **40% du PIB additionnel par de nouvelles activités industrielles** créatrices de plus de valeur ajoutée locale et destinées en forte proportion à l'exportation ;
3. La réalisation d'une croissance incrémentée moyenne d'**un point du PIB en plus** de la croissance de base projetée par le FMI combinée à la génération de **20% du PIB additionnel par de nouvelles activités industrielles** créatrices de plus de valeur ajoutée locale et destinées en forte proportion à l'exportation.

Figure 14: objectifs cibles combinés



II

est à rappeler que le scénario de base de projection de la croissance tel qu'il est proposé par le Fonds Monétaire International (FMI) inscrit la Mauritanie dans des taux d'évolution du PIB de 5%, 4,4%, 7,2% et 5,8% respectivement pour les années 2022, 2023, 2024 et 2025.

IV. Finances Publiques

IV.1. Situation financière en 2021

L'exécution du budget de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire de 2021, a été marquée par un excédent budgétaire de 13,72 Milliards MRU, alors que les prévisions de la LFR 2021 tablaient sur un déficit budgétaire de 10 Milliards MRU. Cela s'explique, d'une part, par

l'exécution relativement faible de certaines dépenses notamment celles des comptes spéciaux du trésor, mais également par la hausse imprévue de certaines ressources. En effet, les recettes ont enregistré une augmentation de (15%) en se situant à 80,8 Milliards MRU, ce qui représente une amélioration de 23% (15,10 Milliards MRU) par rapport à 2020. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 84%, soit une progression effective de 20% (10,96 Milliards MRU) par rapport à l'exercice 2020.

Figure 15: récapitulatif de l'exécution du budget 2021

	2020	2021					Variation réalisation 2020-2021	
	(1) Réal.	(2) LFI	(3) LFR	(4) LR	(3)-(4)	T. EX	(4)-(1)	%
Ressources du budget de l'Etat	65,69	63,10	70,00	80,80	10,80	115%	15,10	23%
Ressources du Budget Général de l'Etat	58,99	61,10	65,06	73,51	8,45	113%	14,52	25%
Recettes intérieures	52,81	57,15	61,18	64,57	3,39	106%	11,76	22%
Dont recettes pétrolières	0,60	0,00	0,00	1,94	1,94		1,34	224%
Dont crédits d'impôts	0,65	0,00	0,00	0,74	0,74		0,09	13%
Ressources extérieures**	6,17	3,95	3,88	4,98	1,11	129%	-1,19	-19%
Recettes des comptes spéciaux du Trésor	6,71	2,00	4,94	7,29	2,35	147%	0,58	9%
Dépenses de l'Etat	55,92	70,00	80,00	67,07	-12,93	84%	11,15	20%
Dépenses du Budget Général de l'Etat	54,77	68,00	75,06	65,70	-9,35	88%	10,93	20%
Dont investissements sur financement extérieur**	5,27	4,50	4,50	5,16	0,66	115%	-0,11	-2%
Dépenses des comptes spéciaux du Trésor	1,15	2,00	4,94	1,37	-3,57	28%	0,22	19%
Solde hors recettes pétrolières	9,17	-6,90	-10,00	11,78	21,78	-118%	2,61	28%
Solde global	9,77	-6,90	-10,00	13,72	23,72	-137%	3,95	40%
Solde global hors crédits d'impôts	9,12	-6,90	-10,00	12,99	22,99	-130%	3,86	42%

IV.1.1. Ressources

Les ressources du budget de l'Etat pour l'année 2021, prévues dans la loi de finances rectificative à 70 Milliards MRU ont été recouvrées à hauteur de 80,8 Milliards MRU (dont 2,59 Milliards MRU pour les dons projets), soit un taux d'exécution de 115% et un excédent de 10,8 Milliards MRU. Cette performance est essentiellement imputable aux ressources extérieures, qui ont été réalisées à 303%, soit 47% du surplus réalisé, mais également aux recettes fiscales exécutées à hauteur de 110% et contribuant à l'excédent des ressources à hauteur de 41%.

Les recettes des comptes spéciaux du trésor ont connu un surcroît de (47%), représentant 22% de l'excédent des ressources du budget de l'Etat.

Par rapport à l'exercice budgétaire 2020, les ressources de l'Etat ont enregistré une augmentation de 23%, soit un montant global de 15,10 Milliards MRU. Cette amélioration est essentiellement due à la reprise des échanges commerciaux qui ont provoqué un accroissement des revenus issus des taxes sur les importations et sur le commerce international notamment les droits de douanes qui ont atteint 6,64 Milliards MRU contre 4,63 Milliards l'année 2020. Aussi, la montée des prix des minerais de fer sur les marchés internationaux s'est traduite par une hausse des recettes versées par la SNIM à l'Etat (Dividendes et Taxe unique).

Figure 16: réalisation des ressources du budget de l'Etat 2021

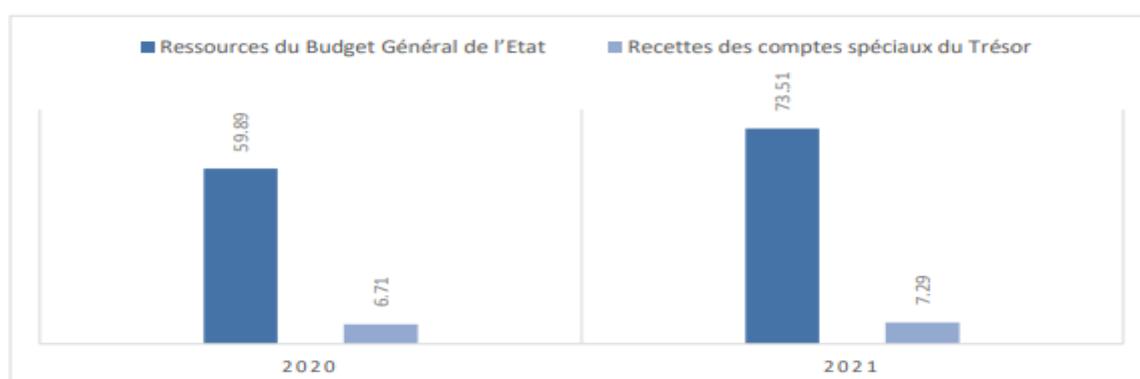


Figure 17: Ressource du budget de l'Etat 2021 en milliards MRU

	2020	2021					Variation 2021-2020	
	Réal(1)	LF (2)	LFR(3)	LDR(4)	(4)-(3)	T.EX	(4)-(-1)	%
Ressources du budget de l'Etat	65,69	63,1	70	80,8	10,8	115%	15,11	23%
Ressources du budget général de l'Etat	58,99	61,1	65,06	73,51	8,45	113%	14,52	25%
Ressources intérieures	52,81	57,15	62,56	65,94	3,38	105%	13,13	25%
Recettes fiscales	38,31	42,1	43,26	47,65	4,39	110%	9,34	24%
Recettes non fiscales	13,21	14,73	17,32	14,52	-2,8	84%	1,31	10%
Recettes en capital	0,09	0,32	1,98	1,97	-0,01	99%	1,88	2089%
Recettes pétrolières (hors BIC et I)	0,6	0	0	1,58	1,58		0,98	163%
Recettes exceptionnelles	0,6	0	0	0,21	0,21		-0,39	-65%
Ressources extérieures	6,17	3,95	2,49	7,57	5,08	304%	1,4	23%
Appuis budgétaires	3,57	3,95	1,11	4,98	3,87	449%	1,41	39%
Dons projets	2,6	0	1,38	2,59	1,21	188%	-0,01	0%
Recettes des comptes spéciaux du	6,71	2,00	4,94	7,29	2,35	148%	0,58	9%

IV.1.2. Dépenses :

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, les dépenses de l'Etat ont atteint 67,07 Milliards MRU sur une prévision de 80 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 84%. Le niveau d'exécution des dépenses a été particulièrement impacté par celui des comptes spéciaux du Trésor qui ont été exécutés à hauteur de 28%. Les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement du budget général de l'Etat, ont été réalisées respectivement à 90% et 84%.

Par rapport à l'exercice budgétaire de 2020, les dépenses de l'Etat ont affiché une nette amélioration de 20%, soit un montant de 11,16 Milliards MRU, reflétant la politique budgétaire qui vise à soutenir la reprise de l'activité économique et à atténuer les effets de la crise sur les populations les plus vulnérables.

Figure 18: Situation de l'exécution des dépenses 2021 en milliards MRU

	2020	2021					Variation 20-21	
	(1) Réal.	(2) LFI	(3) LFR	(4) LR	(4)-(3)	T. EX	(4)-(1)	%
Dépenses de l'État	55,91	70,00	80,00	67,07	12,93	84%	11,16	20%
Dépenses du Budget Général de l'État	54,77	68,00	75,06	65,70	9,35	88%	10,93	20%
Fonctionnement	33,14	40,50	44,02	39,69	4,33	90%	6,55	20%
Traitements salaires et accessoires	16,71	19,00	19,29	18,82	0,48	98%	2,11	13%
Dépenses sur biens et services	7,73	9,00	11,81	10,27	1,54	87%	2,54	33%
Subventions et autres transferts	6,38	10,41	10,95	9,00	1,95	82%	2,62	41%
Crédits non ventilés	2,32	2,10	1,97	1,61	0,36	82%	-0,71	-31%
Investissement	19,36	24,50	28,49	23,84	4,65	84%	4,48	23%
Investissement (sur financement intérieur)	14,10	20,00	23,99	18,68	5,31	78%	4,58	32%
Traitements salaires et accessoires	0,17	0,08	0,09	0,15	-0,06	167%	-0,02	-9%
Dépenses sur biens et services	0,33	1,40	1,74	1,62	0,12	93%	1,29	390%
Subventions et autres transferts	3,03	2,88	2,93	2,14	0,78	73%	-0,89	-29%
Acquisition d'avoir fixes	10,57	15,64	19,23	14,76	4,47	77%	4,19	40%
Investissement (sur financement extérieur) **	5,27	4,50	4,50	5,16	-0,66	115%	-0,11	-2%
Charges de la dette	2,26	3,00	2,55	2,17	0,38	85%	-0,09	-4%
Charges de la dette extérieure	1,27	1,91	1,56	1,35	0,21	86%	0,08	6%
Charges de la dette intérieure	0,99	1,09	0,99	0,82	0,17	83%	-0,17	-17%
Intérêts de la dette intérieure	0,60	0,39	0,79	0,61	0,18	77%	0,01	2%
Bons de trésor	0,39	0,70	0,20	0,21	-0,01	107%	-0,18	-45%
Comptes spéciaux du trésor	1,15	2,00	4,94	1,37	3,57	28%	0,22	19%
Comptes de prêts d'avance et de participation	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes d'affectation spéciale	1,15	2,00	4,94	1,37	-3,57	28%	0,22	19%

Figure 19: dépense du budget de l'Etat

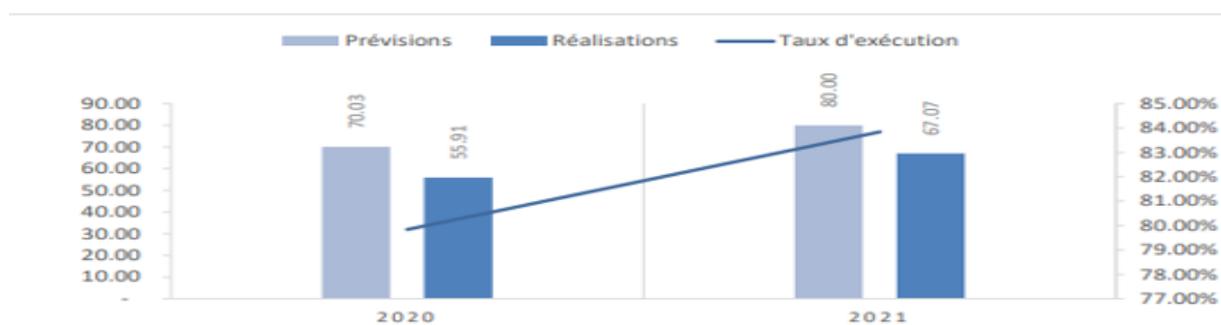


Figure 20: dépense de fonctionnement

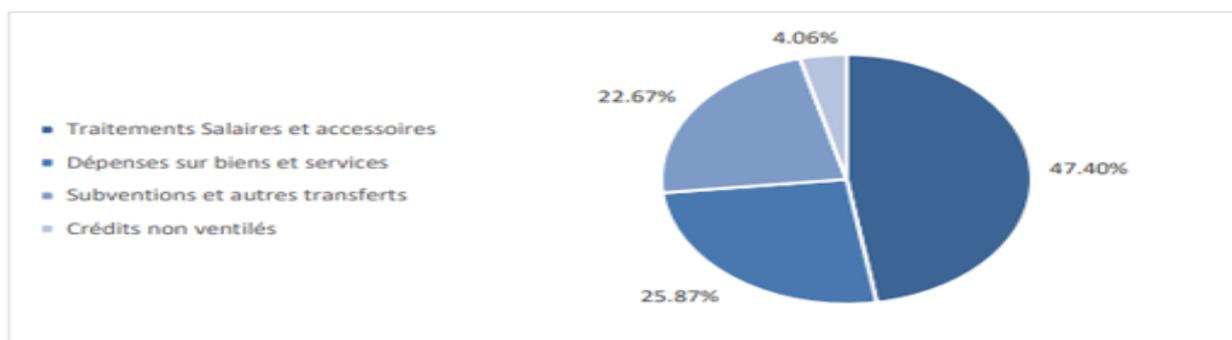


Figure 21: Résultat global de l'exécution du budget 2021

	2020	2021	Variation réalisation 2020-2021	
	Réal.	Réal.	En valeur	En %
Ressources du budget de l'État	65,69	80,80	15,11	23%
Ressources du Budget Général de l'État	58,98	73,51	14,53	25%
Dont recettes pétrolières	0,6	1,94	1,34	224%
Dont crédits d'impôts	0,65	0,74	0,09	13%
Recettes des comptes spéciaux du Trésor	6,71	7,29	0,58	9%
Dépenses de l'État	56,11	67,07	10,96	20%
Dépenses du Budget Général de l'État	54,96	65,70	10,74	20%
Dépenses des comptes spéciaux du Trésor	1,15	1,37	0,22	19%
Solde hors recettes pétrolières	8,99	11,78	2,79	31%
Solde global	9,59	13,72	4,13	43%
Solde global hors crédits d'impôts	8,93	12,99	4,06	45%

IV.2. Evolution de la situation en 2022

L'exécution budgétaire de l'année 2022 a été lancée dans un contexte international marqué par la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Elle coïncide aussi avec la montée de l'exécution du ProPEP qui rentre dans la dernière année de son plan d'action.

IV.2.1. Recettes

Les recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières), qui ont été mobilisées fin août 2022 s'élèvent à 46,31 milliards ouguiya MRU, soit un taux d'exécution de 51% contre 47,08 milliards ouguiya MRU exécuté à hauteur de 65% pour la même période de l'année 2021. Cet écart s'explique essentiellement par le niveau très bas des encaissements sur les recettes non fiscales.

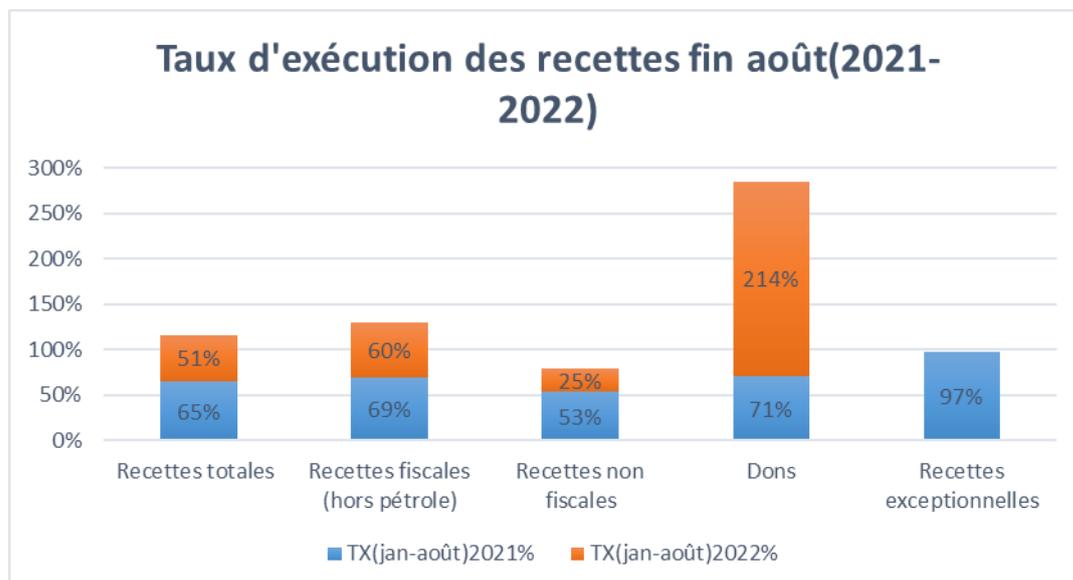
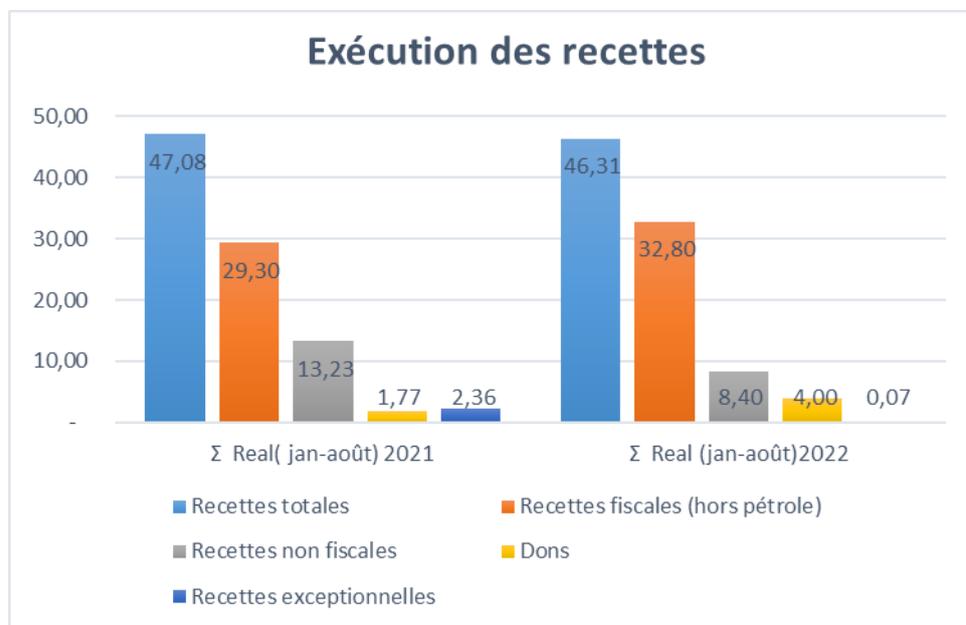
Les recettes fiscales (hors pétrole) encaissées fin août 2022 affichent une progression d'un montant de 3,49 milliards ouguiya MRU, soit 11,93% par rapport à fin août 2021. Cette évolution est portée essentiellement par les taxes sur les revenus et profits qui

enregistrent 2,4 milliards ouguiya MRU de plus, soit 24,5%, ce qui montre les efforts exercés pour l'amélioration du niveau du recouvrement des recettes.

Il est à noter cependant, que le niveau de réalisation des recettes non fiscales au 31 août 2022 a reculé, par rapport à la même période de l'année dernière, d'un montant de 4,83 milliards ouguiya MRU, soit -36,56%, du fait qu'il ne tient pas compte du montant des dividendes de la SNIM prévu cette année.

Pour les dons, ils s'établissent à 4 milliards ouguiya MRU contre 1,76 milliard ouguiya MRU, pour la même période de 2021, soit une progression de 126,47% provenant uniquement des dons projets.

Figure 22: Exécution des recettes fin août 2022



2.2. Dépenses

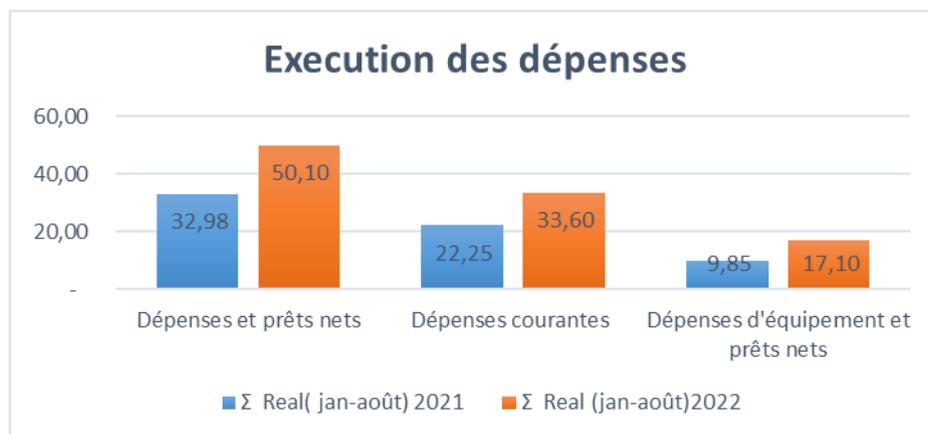
Les dépenses et prêts nets exécutés fin août 2022 sont significativement améliorés, en se chiffrant à 50,10 milliards ouguiya MRU contre 32,9 milliards ouguiya MRU enregistré dans la même période de 2021, soit une progression de 51,89%, ce qui ramène le taux d'exécution à 46% au lieu de 41%. Cette évolution est à rattacher principalement à la montée du ProPEP. S'y est ajoutées les décisions prises par le Gouvernement pour faire face aux effets de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

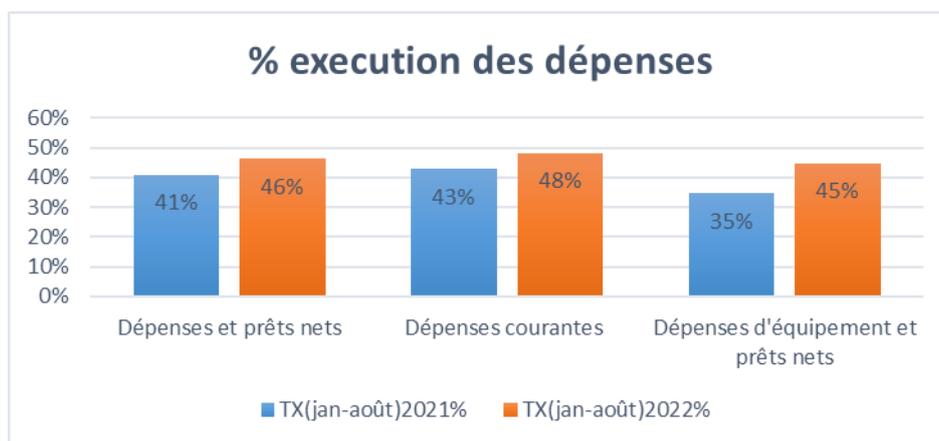
A cet effet, les transferts courants ont connu une augmentation en valeur absolue équivalente à 90,09%, passant de 3,30 milliards ouguiya MRU à 6,27 milliards ouguiya MRU respectivement fin août 2021 et 2022. En revanche, leur taux d'exécution a connu une décélération en valeur relative pour la même période, en raison de l'augmentation du montant inscrit au niveau de cette rubrique, qui a passé de 10,95 milliards ouguiya MRU en 2021 à 26,19 milliards ouguiya MRU en 2022, soit 139%.

S'agissant des dépenses d'équipement et prêts nets exécutés fin août 2022, elles ont augmenté d'un taux de 73,65% par rapport de la même période de l'année 2021 (glissant de 9,84 milliards ouguiya MRU à 17,10 milliards ouguiya MRU), ce qui ramène leurs taux d'exécution de 35 % à 45%, porté essentiellement par les investissements financés par ressources extérieures de 150% et pour ceux qui sont financés par ressources intérieures de 31%.

Concernant les dépenses relatives aux salaires et traitements, biens et services ainsi que les intérêts sur la dette publique, elles ont suivi la tendance haussière des dépenses publiques en enregistrant fin août 2021 et 2022 des taux d'évolution respectivement de 16,84%, 18,76% et 17,66%.

Figure 23: exécution des dépenses 2022





Programme prioritaire élargi du Président

Pour anticiper les effets de la pandémie COVID-19 et amoindrir sa portée, le Gouvernement a mis en place le Programme Prioritaire Élargi du Président (ProPEP) en vue de :

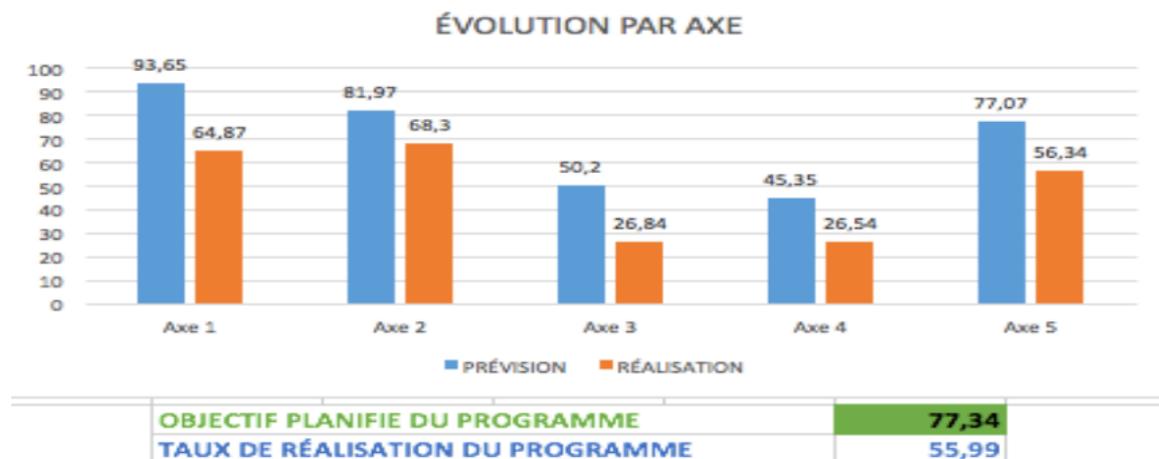
- Protéger les populations les plus vulnérables;
- Réduire l'impact de la pandémie COVID-19;
- Dynamiser l'économie nationale; et
- Soutenir les entreprises privées.

L'action du ProPEP tourne autour de cinq (5) axes d'intervention à savoir :

- Axe 1 : Développement d'infrastructures de soutien à la Croissance
- Axe 2 : Amélioration de l'offre sociale et soutien à la demande
- Axe 3 : Valorisation du potentiel des secteurs productifs et accélération de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire
- Axe 4 : Appui au secteur privé (formel et informel)
- Axe 5 : Reboisement et Création d'Emplois Verts

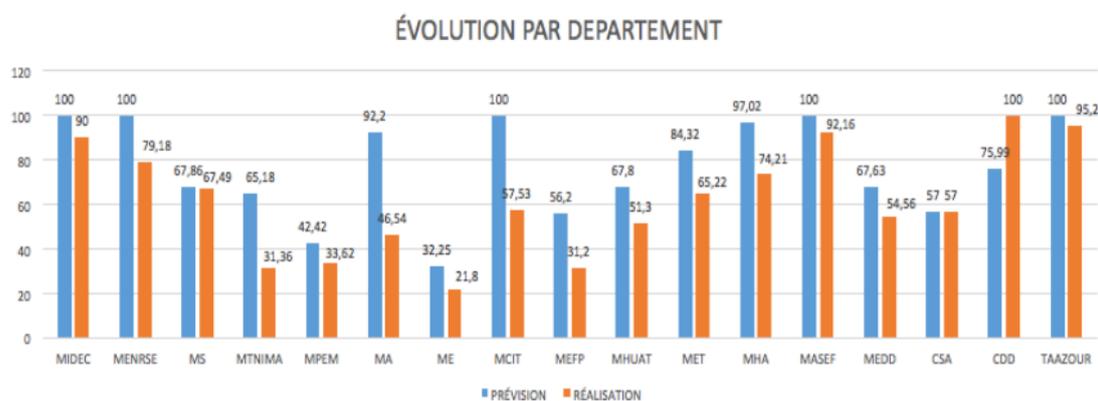
L'état d'exécution de ce programme montre que 77,33% de ses objectifs ont été planifiés et que le taux de réalisation de ses objectifs a atteint 55,99%.

Figure 24: évolution ProPEP par axe



Cette exécution cache, toutefois, des disparités départements, comme le montre le graphique ci-dessous :

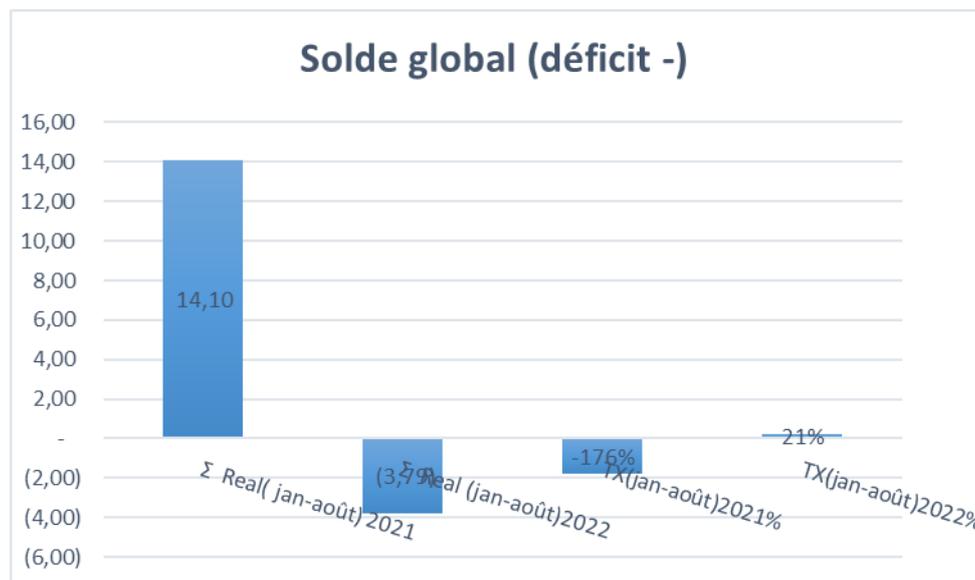
Figure 25: Evolution par département



IV.2.3. Solde global

Les mesures de soutien prises lors de la LFR 2022, ont pesé sur le solde global en août 2022 en lui ramenant à un territoire de déficit de 3,79 milliards ouguiya MRU, soit 1% du PIB, contre un excédent de 14,10 milliards ouguiya MRU, fin août 2021.

Figure 26: Solde budgétaire global août 2022



V. Perspectives économiques et financières 2023

V.1. Orientations de la politique budgétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet programmation pluriannuelle de la LOLF, un document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBMT) pour la période 2023- 2025 a été élaboré. Ce document, qui comporte un Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et un Cadre de dépenses à moyen terme global (CDMTg) vise, à renforcer le lien entre les lois de finances et les politiques publiques, et à fixer les bases du dialogue de programmation à moyen terme, qui permettrait aux départements ministériels de mieux cerner les différentes contraintes budgétaires, et parvenir in fine à une meilleure crédibilité et fiabilité budgétaire.

Les enveloppes budgétaires sectorielles servant de base aux arbitrages budgétaires ont été transmises aux Départements ministériels, afin de leur permettre de prioriser leurs programmations budgétaires en fonction de leurs stratégies et plan d’actions respectifs conformément aux priorités stratégiques de développement définies par le Gouvernement.

Ainsi, l’ensemble des ressources ont été allouées sur la base du Cadre de dépenses à moyen terme global (CDMTg) 2023-2025 et des demandes sectorielles exprimées par les départements ministériels dans le cadre des échanges et dialogues budgétaires organisés par le Ministère des Finances, en collaboration avec le Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs.

Conformément aux orientations de la politique fiscale du Document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBMT), l'optimisation de la mobilisation des recettes fiscales se fera à travers :

- Le renforcement de la politique fiscale intérieure : élargissement de l'assiette fiscale et amélioration du recouvrement des impôts et taxes ;
- La maximisation de l'impact de la réforme de la fiscalité directe des bénéficiaires introduite depuis 2021 ;
- La simplification des opérations et procédures fiscales ;
- La lutte contre la fraude fiscale.

En outre, le projet de budget 2023 s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement. A cet égard, les principales orientations retenues sont axées sur les directives suivantes :

- Soutenir la poursuite de la reprise de l'activité économique à travers les investissements dans les infrastructures de soutien à la croissance et les secteurs à fort potentiel en matière de valeur ajoutée et de création d'emplois ;
- Préserver les équilibres macro-économiques ;
- Renforcer la mobilisation des ressources pour financer les politiques publiques engagées ;
- Elaborer les propositions budgétaires selon les priorités fixées et la rationalisation des dépenses de fonctionnement (baisse de leur poids dans les dépenses totales) ;
- Accorder la priorité au développement du capital humain et des services de base, conformément au Programme présidentiel et à la SCAPP ;
- Poursuivre la mise en œuvre des programmes sociaux et de promotion de l'emploi ;
- Maîtriser la situation de l'endettement public ;
- Créer un espace budgétaire et l'orienter vers les secteurs et les domaines à fort impact social et économique.

Dans ce cadre, et conformément aux objectifs de la politique budgétaire reflétés dans le budget 2023, les dépenses de fonctionnement passeront de 19% du PIB en 2022 à 16% en 2023 ; elles représentent ainsi 58% du budget de l'Etat contre 65% en 2022. En revanche, les dépenses d'investissement continueront à bénéficier de la priorité en matière d'allocation des ressources, et seront portées à 42% des dépenses globales en 2023 contre 35% en 2022.

Ainsi, le présent projet de loi de finances pour l'année 2023 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de Cent onze milliards quatre cent vingt-trois millions huit cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (111 423 844 448) Ouguiya MRU contre Cent

huit milliards cent quarante-deux millions cent soixante et un mille trois cent quarante-six (108 142 161 346) Ouguiya MRU dans la loi de finances rectificative 2022, soit une progression de 3 281 683 102 Ouguiya MRU en valeur absolue et de 3,03% en valeur relative.

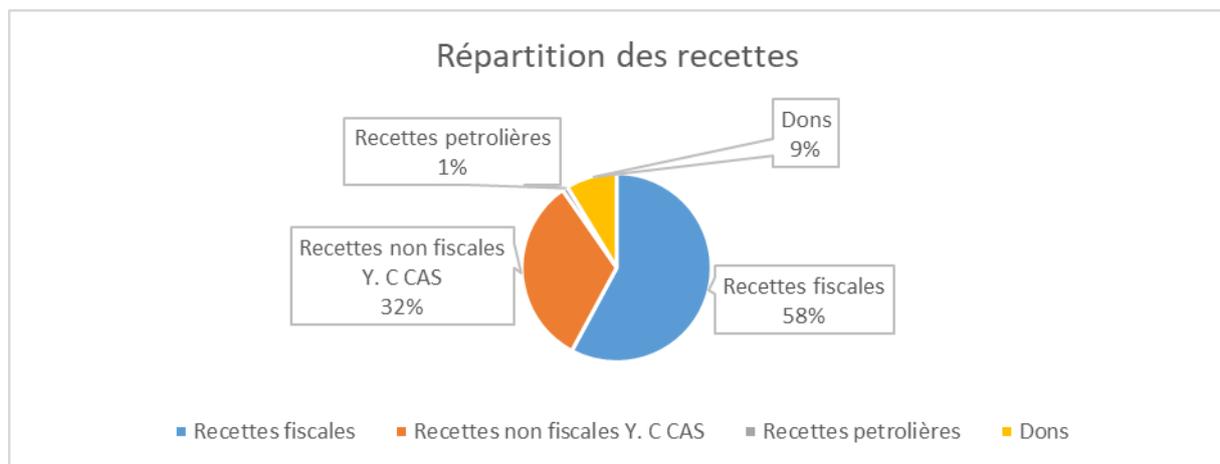
V.2. Grandes masses du projet de budget 2023

V.2.1. Principales composantes des recettes :

Après les réformes fiscales engagées en 2021, la loi de finances de l'année 2023 n'introduit pas de modifications fiscales, en attendant d'évaluer les résultats de ces réformes et d'en tirer les enseignements utiles.

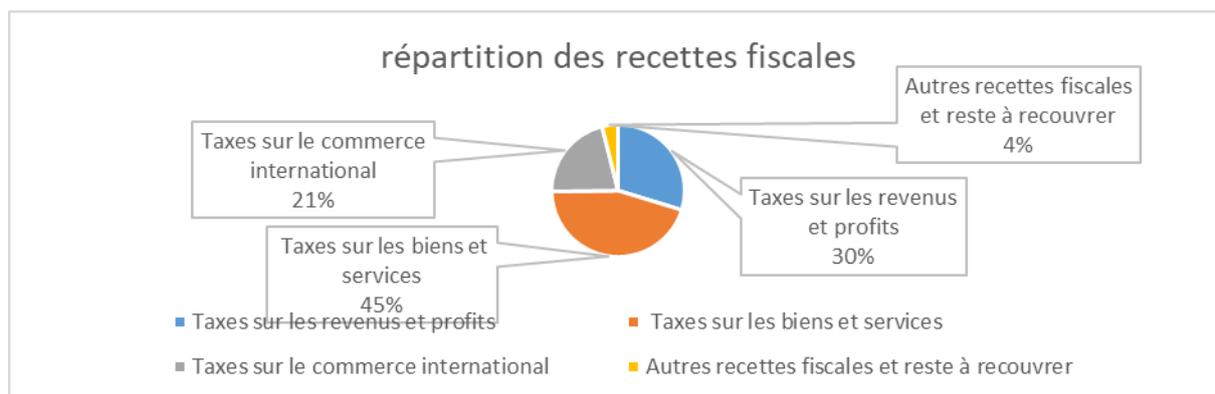
Le niveau des recettes (hors financement déficit) atteindra Cent deux milliards huit cent quatre et vingt-trois mille quatre cent cinquante-quatre (102 000 883 454) ouguiya MRU en 2023 soit une progression de 12,79% par rapport à 2022.

Figure 27: Répartition des recettes en 2023



Les recettes fiscales s'établiront en 2023 à, cinquante-neuf milliards un millions trois cent cinq mille neuf cent soixante-seize (59 001 305 976) ouguiya MRU, soit une progression de 8,20% par rapport à la LFR 2022, portées essentiellement par la taxe sur la valeur ajoutée 19%, les impôts sur les bénéfices et profits 14% et les impôts sur traitements et salaires 11%.

Figure 28: Répartition des recettes fiscales



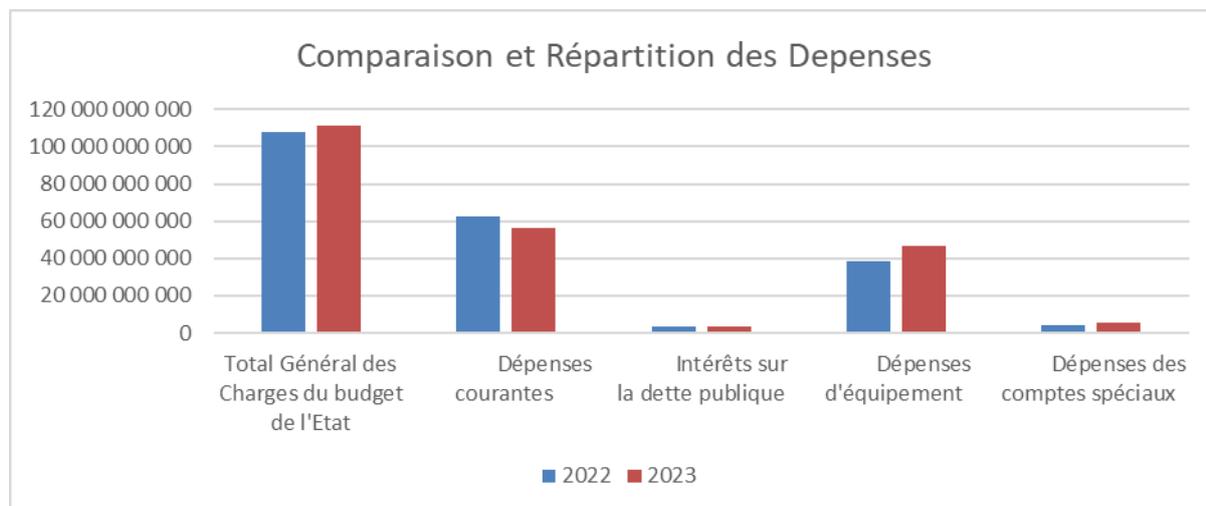
Les recettes non-fiscales enregistreront une hausse de 1,47% comparativement à leur niveau 2022, pour se situer à vingt-huit milliards trois cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent trente-neuf mille six cent vingt-cinq (28 398 639 625) ouguiya MRU ; tandis que les recettes en capital afficheront un montant de cinq cent quarante-neuf millions deux cent soixante-trois mille deux cent vingt et une (549 263 221) ouguiya MRU, soit une baisse de 71,28% par rapport à leur niveau en 2022, due essentiellement à l’encaissement exceptionnel en 2022 du prix d’une licence de télécommunication à 1,73 milliards ouguiya MRU.

Les CAS seront projetés en 2023 à un montant de cinq milliards deux cent quatre millions six cent trente-quatre mille six cent trente et un (5 204 634 631) ouguiya MRU contre 4 141 000 000 ouguiya MRU en 2022, soit une hausse de 25,69%.

V.2.2. Principales composantes des dépenses 2023

Les dépenses globales du budget de l’Etat passeront de cent huit milliards cent quarante-deux millions cent soixante-et-un milles trois cent quarante-six (108 142 161 346) ouguiya MRU en 2022 à Cent onze milliards quatre cent vingt-trois millions huit cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (111 423 844 448) Ouguiya MRU en 2023, soit une augmentation 3 281 683 102 Ouguiya MRU en valeur absolue et 3,03% en valeur relative.

Figure 29: Répartition des dépenses en 2023



Les traitements et salaires atteindront 21,70 milliards d’ouguiya MRU contre 20,20 milliards d’ouguiya MRU en 2022 enregistrant ainsi une hausse de 7,30%, du fait des avancements des fonctionnaires et agents de l’Etat et des recrutements prévus au niveau des secteurs de l’éducation et de la santé.

Les autres dépenses de fonctionnement connaîtront une baisse globale de 7,59 milliards d’ouguiya MRU, soit -16,68% grâce, pour l’essentiel, à la non-reconduction de certaines dépenses liées à la conjoncture générale de la période 2020-2022.

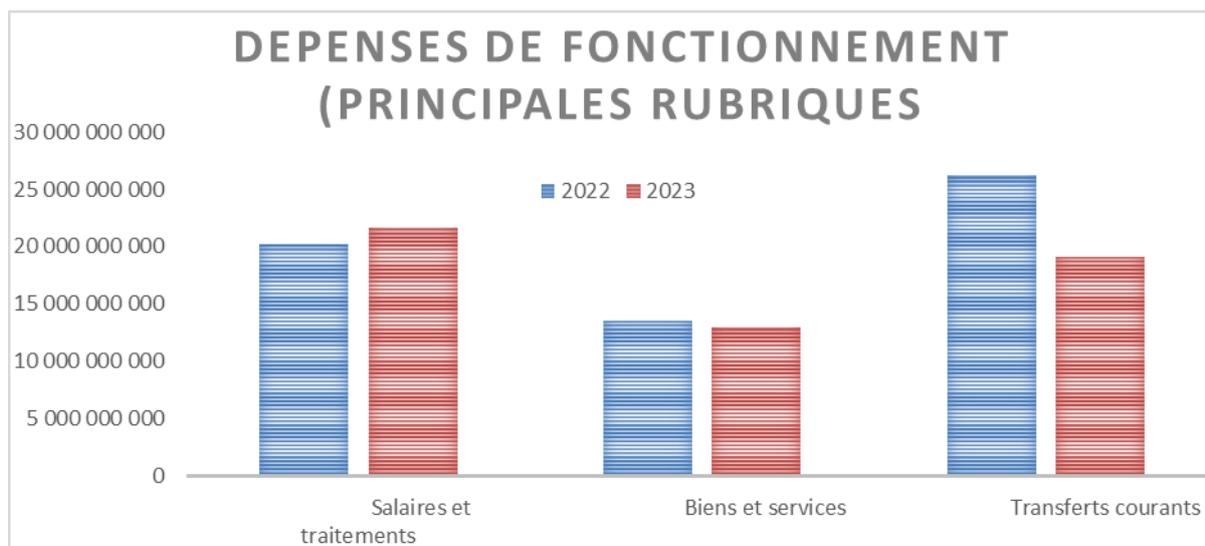
Les dépenses de biens et services sont arrêtées à 13 milliards d’ouguiya MRU contre 13,50 milliards d’ouguiya MRU en 2022, soit une baisse de 4,04%.

Les subventions et transferts courants se chiffrent à 19,10 milliards d’ouguiya MRU contre 26,19 milliards d’ouguiya MRU enregistrant ainsi une diminution de 27,8%.

Les intérêts de la dette seront à 3,12 milliards d’ouguiya MRU contre 3,34 milliards d’ouguiya MRU en 2022.

Les crédits non-ventilés sont établis à 2,67 milliards d’ouguiya MRU en 2023 contre 2,40 milliards d’ouguiya MRU en 2022.

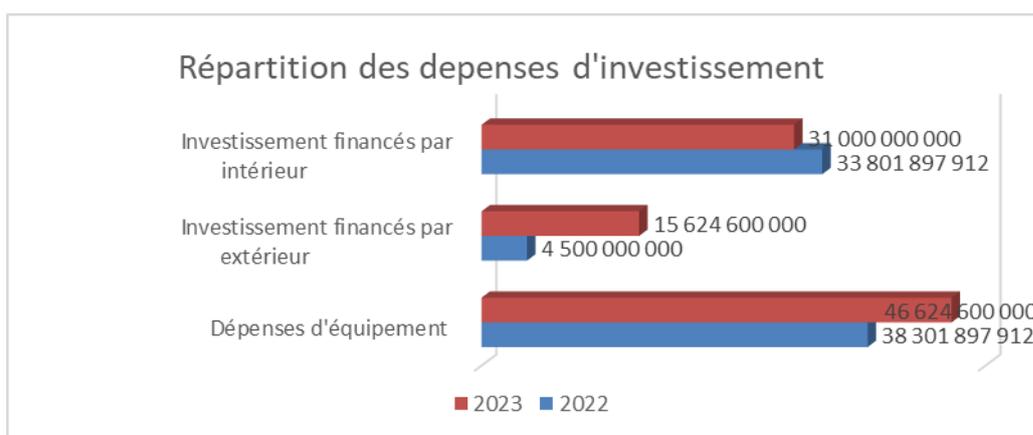
Figure 30: Dépenses de fonctionnement 2023



Les investissements connaîtront une nette augmentation en 2023 pour atteindre 46,62 milliards d’ouguiya MRU contre 38,30 milliards d’ouguiya MRU en 2022, avec une augmentation de 8,32 milliards d’ouguiya MRU en faveur des dépenses à forte productivité et contribuant à stimuler la croissance économique. Cette enveloppe se répartit en :

- Dépenses d’investissement sur ressources propres de l’Etat pour : 31,00 milliards d’ouguiya MRU soit 66% du total des dépenses d’investissement ;
- Dépenses d’investissement sur ressources extérieures pour : 15,62 milliards d’ouguiya MRU soit 33,51% du total des dépenses d’investissement dont 47,00% de prêts et 53,00% de dons.

Figure 31: Répartition des dépenses d’investissements



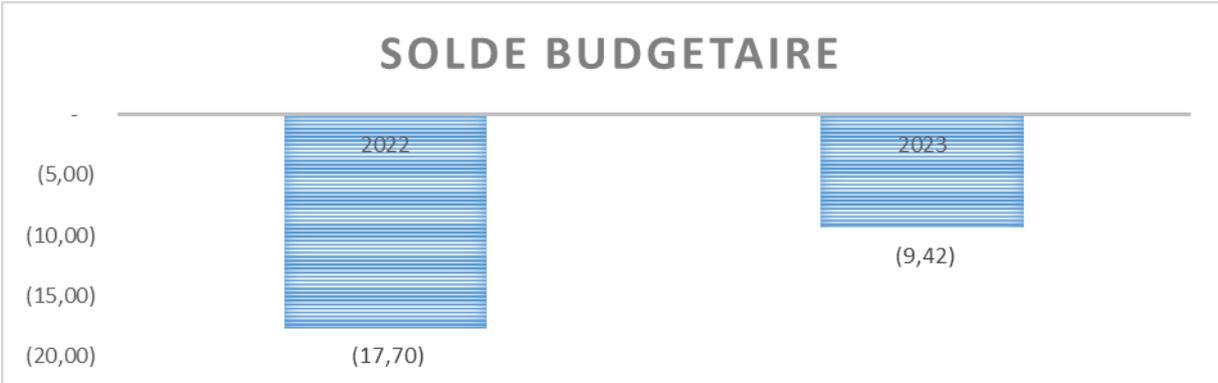
Globalement, les dépenses pour l’enseignement primaire et secondaire, les soins de santé primaire, l’accès à l’eau et à l’assainissement, les dépenses des programmes d’assistance sociale ont conservé leur caractère prioritaire en conformité avec les programmes

présidentiels et le plan d’actions 2021-2025 de la SCAPP. S’ajoute la prise en charge des dépenses relatives à l’organisation des élections législatives, régionales et municipales de l’année 2023, et la mobilisation des ressources nécessaires, pour continuer à protéger le pouvoir d’achat des ménages contre les conséquences de la hausse des prix.

V.2.3. Solde budgétaire

Le solde budgétaire global prévu en 2023 s’améliore par rapport à 2022 pour s’établir à 9,42 milliards MRU (2,8% du PIB hors industries extractives) contre 17,7 milliards MRU en 2022 (5,7% du PIB hors industries extractives). Cette amélioration s’explique essentiellement par les efforts de maîtrise de la dépense et de rationalisation des choix budgétaires, après les fortes pressions sur le budget de l’Etat pour faire face aux effets conjugués de la conjoncture économique internationale et des vagues de la pandémie du covid-19 au cours de trois dernières années (meures de riposte contre la covid-19, programme de relance économique ProPEP

Figure 32: Solde budgétaire globale 2023



Annexes

Indicateurs macroéconomiques

Principaux indicateurs économiques et financiers 2022-2023

	2021	2022	2023
	Réalisations	Estimations	Prévisions
	(Variation annuelle en %)		
1. Economie mondiale			
Taux de croissance PIB mondial	6,0	3,2	2,7
Taux de croissance PIB Afrique subsaharienne	4,7	3,6	3,7
Prix à la consommation mondiaux	4,7	8,8	6,5
Indice global des prix des produits alimentaires		4,0	6,0
Volume du commerce mondial (biens et services)	10,1	3,5	1,0
Prix baril de pétrole (en \$US/baril)	70,4 69,4	100 99,9	92 83,5
Prix du fer (en \$US/t)	158,0	118,3	95,7
Cours de l'or (en \$US/onçe)	1 800	1 815	1 779
2. Economie nationale			
	(Variation annuelle en %)		
Croissance économique et Prix			
Taux de croissance du PIB réel	2,4	5,9	4,7
Production de fer (en millions de tonnes)	13,5	14,0	15,4
Production de l'or (en millions de tonnes)	0,3	0,5	0,6
Indice national des prix à la consommation (INPC)	5,7 3,8	10,0	8,0

	(En pourcentage du PIB)		
Opérations consolidées de l'Etat			
Recettes Publiques hors dons	28,9	29,3	29,6
Dépenses publiques et prêts nets	25,9	35,0	32,3
Solde primaire (Dons exclus)	1,1	-6,3	-5,7
Solde budgétaire global	3,0	-5,7	-2,8
Dettes publiques	56,8		
Secteur extérieur			
Solde du compte courant	-5,7	12,0	-12,4
Encours de la dette extérieure publique (en Millions \$US)			
Réserves officielles brutes			
En Millions \$US	2 347	2 296	2 054
En mois d'importations	8,3	7,6	6,9
Pour mémoire			
PIB nominal (En milliards MRU)	360,5	376,6	403,1
PIB nominal (En millions \$US)	9 904	10 345	11 074
Taux de change MRU/US\$ (moyenne annuelle)	36,4	36,4	36,4

Source: FMI-MAEPSP-MF

Equilibre Budgétaire

LIBELLE	LFR 2022	PLF 2023	Ecart
Total général des ressources du budget de l'Etat (y compris financement du déficit)	108 142 161 346	111 423 844 448	3 281 683 102
Total général des recettes du budget de l'Etat (hors financement du déficit)	90 437 395 405	102 000 883 454	11 563 488 049
Recettes totales du Budget général	86 296 395 405	96 796 248 823	10 499 853 418
Recettes fiscales	54 527 727 112	59 001 305 976	4 473 578 865
Recettes non fiscales	27 986 468 293	28 398 639 625	412 171 332
Recettes de la pêche	9 009 300 000	9 154 956 848	145 656 848
Recettes minières	3 062 414 777	2 841 033 669	-221 381 108
Dividendes et redevances EPA	14 094 677 774	12 881 332 069	-1 213 345 706
Recettes Diverses (Dette rétrocédée et recettes pétrolières, redevances maritimes et autres)	1 820 075 742	3 521 317 040	1 701 241 298
Recettes en capital	1 912 200 000	549 263 221	-1 362 936 779
Dons	1 870 000 000	8 847 040 000	6 977 040 000
Projets	0	8 307 040 000	8 307 040 000
Aide budgétaire	1 870 000 000	540 000 000	-1 330 000 000
Recettes des comptes spéciaux	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631
Excédents/Besoins de Financement (+,-)	-17 704 765 941	-9 422 960 995	
Total Général des Charges du budget de l'Etat	108 142 161 346	111 423 844 448	3 281 683 102
Dépenses totales du Budget Général	104 001 161 346	106 219 209 817	2 218 048 471
Dépenses courantes	62 357 363 434	56 470 253 603	-5 887 109 831
Salaires et traitements	20 216 680 570	21 700 000 000	1 483 319 430
Biens et services	13 547 253 251	13 000 000 000	-547 253 251

Transferts courants	26 193 429 613	19 100 000 000	-7 093 429 613
Intérêts sur la dette publique	3 341 900 000	3 124 356 214	-217 543 786
Extérieurs	2 541 900 000	2 490 000 000	-51 900 000
Intérieurs	800 000 000	634 356 214	-165 643 786
Réserves communes	2 400 000 000	2 670 253 603	270 253 603
Dépenses d'équipement	38 301 897 912	46 624 600 000	8 322 702 088
Investissement financés par extérieur	4 500 000 000	15 624 600 000	11 124 600 000
Investissement financés par intérieur	33 801 897 912	31 000 000 000	-2 801 897 912
Dépenses des comptes spéciaux	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631

Ressources budgétaire

RESSOURCES	LFR 2022	PLF 2023	VARIATION	
			UM	%
Total général des ressources du budget de l'Etat (y compris le financement du déficit)	108 142 161 346	111 423 844 448	3 281 683 102	3,03
Total des ressources du budget de l'Etat (financement du déficit non compris)	90 437 395 405	102 000 883 454	11 563 488 049	12,79
Recettes fiscales	54 527 727 112	59 001 305 976	4 473 578 865	8,20
Recettes non fiscales	27 986 468 293	28 398 639 625	412 171 332	1,47
dont recettes des Hydrocarbures	994 000 000	994 000 000		
Recettes en capital	1 912 200 000	549 263 221	-1 362 936 779	-71,28
Dons	1 870 000 000	8 847 040 000	6 977 040 000	373,10
Projets	0	8 307 040 000	8 307 040 000	
Appuis budgétaires	1 870 000 000	540 000 000	-1 330 000 000	-71,12
Ressources des Comptes Spéciaux du Trésor	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631	25,69
Remboursement prêts et avances				
Comptes d'affectation spéciale	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631	25,69
Budget d'affectation spéciale			0	
Recettes exceptionnelles			0	
Financement du déficit	17 704 765 941	9 422 960 995	-8 281 804 946	-46,78

Dépenses budgétaires

CHARGES	LFR 2022	PLF 2023	VARIATION	
			UM	%
Pouvoirs publics et fonctionnement des administrations	62 357 363 434	56 470 253 603	-5 887 109 831	-9,44
Dette Publique	3 341 900 000	3 124 356 214	-217 543 786	-6,51
* dont Intérêts dette extérieur	2 541 900 000	2 490 000 000	-51 900 000	-2,04
Dépenses d'Investissement	38 301 897 912	46 624 600 000	8 322 702 088	21,73
Total des dépenses du Budget Général	104 001 161 346	106 219 209 817	2 218 048 471	2,13
Dépenses sur Comptes Spéciaux du Trésor	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631	25,69
Plafond prêts et avances pouvant être consentis				
Comptes d'affectation spéciale	4 141 000 000	5 204 634 631	1 063 634 631	25,69
Budget d'affectation spéciale				
TOTAL DES CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT	108 142 161 346	111 423 844 448	3 281 683 102	3,03